

Statistiques en bref

POPULATION ET CONDITIONS SOCIALES

02/2005

Auteur
Antonio PUENTE

Contenu

Le budget moyen des ménages dans l'Union élargie est de 8,9% inférieur à celui de l'UE-15..... 1

Les facteurs influençant les dépenses de consommation finale des ménages dans l'Union élargie sont assez semblables à ceux de l'UE-15.. 2

Les importantes différences relevées dans la structure des dépenses de consommation finale des ménages en Europe révèlent des environnements culturels, géographiques et économiques très variés..... 4

Le consommateur européen dans l'Union élargie

Les habitudes de consommation des consommateurs européens varient considérablement entre les 25 États membres de l'Union européenne. La culture, les traditions, la composition des ménages, le revenu et le degré d'urbanisation sont des facteurs qui peuvent influencer les habitudes dans chaque pays. L'adhésion de 10 nouveaux États membres (NEM) le 1er mai 2004 a encore accentué les différences entre les États membres de l'Union européenne.

Le présent document compare les dépenses de consommation des ménages des États membres de l'UE-25 sur la base des données des EBM¹ et de certaines données de la Bulgarie et de la Roumanie. Près de 174 000 ménages des 15 anciens États membres, 79 000 des NEM et 39 000 de BU et de RO ont été interrogés en 1999². Les résultats de 27 enquêtes nationales sur le budget des ménages (25 pays de l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie) sont disponibles en format communautaire et permettent de comparer les niveaux de vie en Europe.

Le budget moyen des ménages dans l'Union élargie est de 8,9% inférieur à celui de l'UE-15

Les niveaux de vie nationaux peuvent être mesurés en termes de dépenses de consommation finale des ménages. La figure 1 montre que les ménages de l'UE-25 ont dépensé en moyenne 22 566 SPA³ en 1999, soit 8,9% environ de moins que les ménages de l'UE-15 dont les dépenses ont atteint 24 772 SPA au cours de la même année⁴.

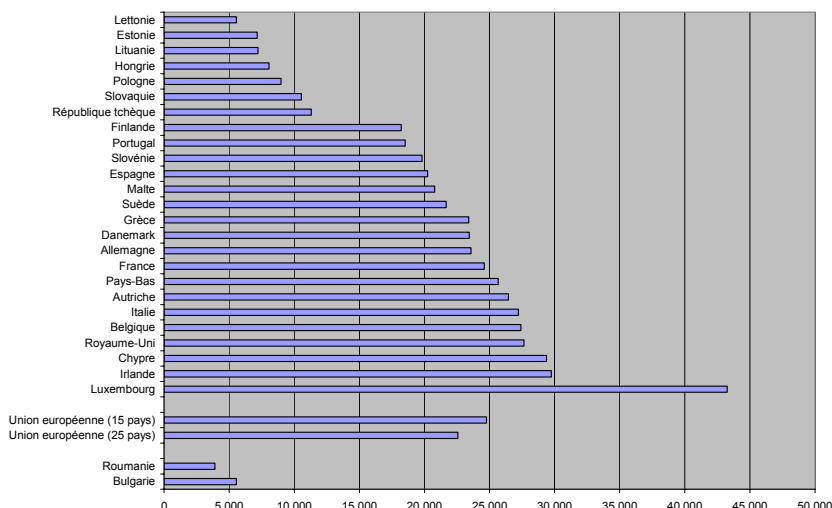


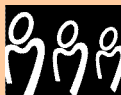
Figure 1: dépenses moyennes de consommation des ménages en 1999 (SPA)

¹ Enquêtes sur le budget des ménages.

² L'année de référence 1999 a été choisie parce qu'il s'agit de la dernière année pour laquelle des données EBM sont disponibles pour l'ensemble de l'UE. Les années réelles d'enquête peuvent être différentes, voir les notes méthodologiques.

³ Voir les notes méthodologiques.

⁴ Les données des NEM, de la Bulgarie et de la Roumanie ne sont pas entièrement comparables en raison de divergences méthodologiques, en particulier le traitement du loyer imputé des logements occupés par leurs propriétaires.



Ces résultats sont présentés en “standards de pouvoir d’achat” afin de tenir compte des différences de pouvoir d’achat entre les pays. Dans une certaine mesure, les dépenses de consommation des ménages mesurées par certains NEM sont inférieures à celles d’autres pays étant donné la non imputation du loyer pour le logement occupé par son propriétaire.

Les dépenses de consommation finale des ménages dans l’Union élargie varient considérablement puisqu’elles vont de 5 545 SPA en Lettonie à 43 247 SPA au Luxembourg. Les pays dont les dépenses de consommation sont les plus faibles font partie du groupe des nouveaux États membres et sont situés au nord-est de l’Europe tandis qu’en Irlande, au Royaume-Uni et dans les pays d’Europe centrale, les dépenses de consommation des ménages atteignent des valeurs moyennes à élevées.

Les variations des dépenses de consommation finale des ménages entre les pays de l’UE-25 sont beaucoup plus importantes qu’entre les pays de l’UE-15. Les valeurs de l’UE-15 montrent qu’à l’exception du Luxembourg, les différences sont relativement

peu importantes. Elles sont même plus faibles si on les divise par la taille du ménage mesurée en équivalent adulte (voir figure 2). Dans ce cas, on constate que 9 pays se situent dans un intervalle de $\pm 12\%$ par rapport à la moyenne de l’UE-15.

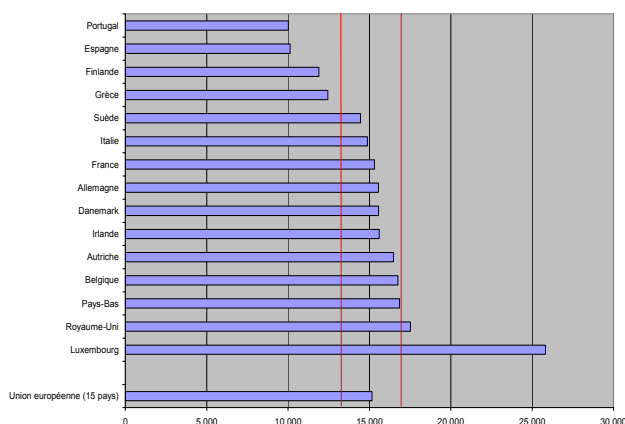


Figure 2: dépenses moyennes de consommation finale des ménages par équivalent adulte en 1999 dans l’UE-15 (SPA)

Les facteurs influençant les dépenses de consommation finale des ménages dans l’Union élargie sont assez semblables à ceux de l’UE-15

On peut identifier plusieurs facteurs influençant les dépenses de consommation finale des ménages. La structure et l’importance de cette influence diffèrent dans chaque pays en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques. Toutefois, comme le montre cette section, la structure de ces influences ne varie pas trop entre l’UE-15 et l’UE-25. Les paragraphes suivants présentent des comparaisons entre certaines tendances importantes dans l’UE-15 et les NEM. Bien qu’il soit possible d’identifier certaines différences, le tableau global reste approximativement le même.

La figure 3 montre l’influence de l’âge de la personne de référence⁵ sur les dépenses de consommation des ménages. Cette figure révèle que les comportements sont similaires dans les deux groupes de pays. Les ménages dont les personnes de référence figurent parmi les plus âgées sont ceux qui dépensent le moins. On trouve ensuite les ménages dont les personnes de référence comptent parmi les plus jeunes. Les dépenses de consommation sont plus élevées dans les ménages dont les personnes de référence sont d’un âge moyen. On ne note que de légères différences entre les types de dépenses de consommation des

ménages dans les deux groupes de pays : les dépenses de consommation semblent davantage dépendre de l’âge dans les pays de l’UE-15 que dans les NEM et les groupes d’âge dont les dépenses de consommation sont les plus élevées sont différents (30-44 ans dans les NEM et 45-59 ans dans l’UE-15).

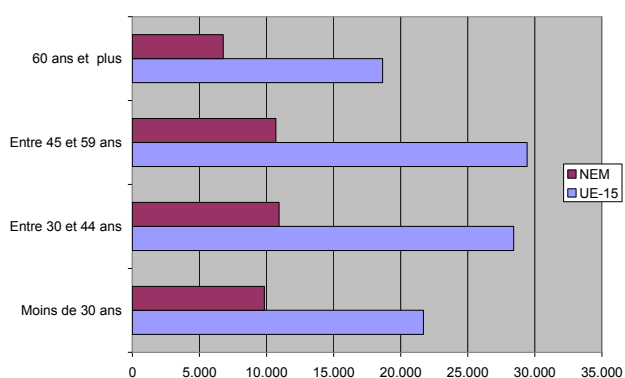


Figure 3: dépenses moyennes de consommation des ménages en 1999 par âge de la personne de référence (SPA)

⁵ Voir notes méthodologiques.

Si l'on observe les dépenses de consommation des ménages par statut professionnel de la personne de référence (voir figure 4), on constate que les ménages dont les personnes de référence sont actives dépensent toujours beaucoup plus que les ménages dont les personnes de référence ne travaillent pas. Toutefois, les catégories dont les dépenses de consommation sont les plus élevées et les plus faibles sont différentes dans les deux groupes de pays.

Les ménages qui dépensent le plus dans les NEM sont ceux dont la personne de référence est un «travailleur non manuel» tandis que dans l'UE-15, il s'agit du groupe des «travailleurs indépendants».

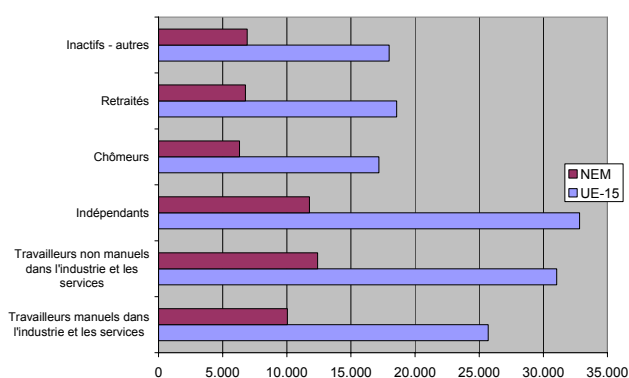


Figure 4: dépenses moyennes de consommation des ménages en 1999 par statut professionnel de la personne de référence (SPA)⁶

La figure 5 montre l'influence du nombre des personnes actives sur les dépenses de consommation des ménages. Cette figure révèle que les caractéristiques sont très similaires dans les deux groupes de pays : les dépenses de consommation des ménages augmentent de façon quasi linéaire avec le nombre des personnes actives, mais pas proportionnellement à ce nombre.

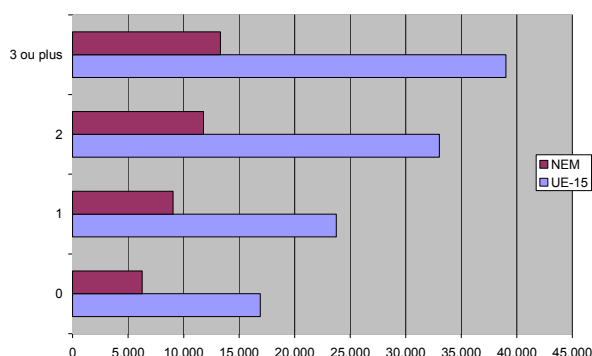


Figure 5: dépenses moyennes de consommation des ménages en 1999 par nombre de personnes actives

Il semblerait que ce résultat signifie que la plupart des ménages ont un apporteur de revenu principal qui est le membre du ménage contribuant le plus au budget du ménage. Le revenu des autres membres est relativement moins important pour expliquer les dépenses de consommation.

Enfin, la figure 6 montre l'influence qu'a le type de ménage sur les dépenses de consommation. D'une manière générale, les ménages comptant plusieurs membres dépensent davantage que les ménages qui en ont moins. Ce commentaire général peut toutefois être précisé à l'aide de certains résultats intéressants que la figure 5 montre clairement. Les ménages composés de deux adultes sans enfant à charge dépensent, en moyenne, davantage que les ménages comprenant un adulte ayant des enfants à charge. En revanche, les ménages comptant trois adultes sans enfant à charge dépensent moins que les ménages composés de deux adultes ayant des enfants à charge.

L'influence de la caractéristique "type de ménage" sur les dépenses de consommation des ménages est similaire dans les pays de l'UE-15 et les NEM.

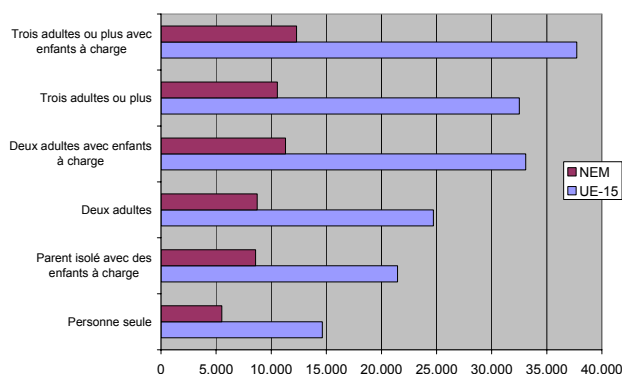


Figure 6: dépenses moyennes de consommation des ménages en 1999 par type de ménage

⁶ Quelques pays (Danemark, Italie, Lituanie et Malte) ne faisaient aucune distinction entre les travailleurs manuels et les travailleurs non manuels en 1999 et classaient ces deux types dans une seule catégorie.

Les importantes différences relevées dans la structure des dépenses de consommation finale des ménages en Europe révèlent des environnements culturels, géographiques et économiques très variés

	Produits alimentaires, boisson et tabac		Habillement et chaussures		Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles		Articles d'ameublement et matériel ménager		Transports et communications		Loisirs et culture		Autres biens et services	
	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)	(A)	(B)
	Union européenne (15 pays)	16,5	19,5	6,1	7,2	27,8	15,2	6,8	8,0	15,8	18,6	16,0	18,9	10,9
Nouveaux États membres (A) (4 pays)	27,5	:	8,6	:	14,3	:	6,9	:	16,7	:	14,0	:	12,0	:
Nouveaux États membres (B) (6 pays)	:	33,9	:	6,6	:	18,7	:	6,4	:	13,2	:	9,9	:	11,0
Belgique	15,6	18,2	5,4	6,3	26,2	13,9	6,5	7,6	14,7	17,2	16,4	19,1	15,2	17,7
Allemagne	17,3	19,2	5,5	6,1	28,4	20,5	6,4	7,1	16,2	18,0	15,3	17,0	10,9	12,1
Danemark	13,8	15,9	5,7	6,6	31,3	20,9	7,6	8,8	15,7	18,1	16,8	19,4	9,1	10,5
Grèce	20,1	23,0	8,6	9,8	21,9	10,6	7,5	8,6	14,5	16,6	13,3	15,2	14,2	16,2
Espagne	21,0	26,0	7,4	9,1	27,5	10,4	5,0	6,2	14,5	17,9	15,4	19,0	9,0	11,1
France	18,0	20,8	5,8	6,7	27,7	16,5	5,5	6,4	16,3	18,8	13,2	15,2	13,6	15,7
Irlande	23,5	29,2	6,3	7,8	27,3	9,7	4,6	5,7	15,8	19,6	14,4	17,9	8,0	9,9
Italie	20,9	24,6	7,5	8,8	24,7	11,5	7,6	8,9	16,2	19,0	10,9	12,8	12,3	14,5
Luxembourg	12,1	14,8	5,9	7,2	27,4	11,2	8,2	10,0	17,6	21,5	18,3	22,4	10,5	12,8
Pays-Bas	12,6	14,3	6,0	6,8	26,7	17,1	7,2	8,1	12,5	14,1	17,4	19,7	17,6	19,9
Autriche	16,0	17,4	6,6	7,2	23,9	17,1	7,2	7,8	17,0	18,5	17,7	19,3	11,6	12,6
Portugal	21,5	24,3	6,6	7,5	19,8	9,4	7,2	8,1	18,3	20,7	14,3	16,2	12,6	14,2
Finlande	17,1	20,9	4,6	5,6	28,1	12,0	4,5	5,5	19,8	24,2	14,8	18,1	11,0	13,5
Suède	18,3	21,6	5,2	6,1	26,8	13,6	5,0	5,9	16,0	18,9	18,4	21,7	10,3	12,2
Royaume-Uni	13,5	16,6	5,5	6,8	28,3	11,9	7,3	9,0	15,9	19,5	21,3	26,2	8,2	10,1
Chypre	19,4	:	7,6	:	19,8	:	6,6	:	19,7	:	12,3	:	14,9	:
Malte	23,8	:	8,3	:	9,0	:	10,6	:	19,4	:	17,0	:	11,9	:
Slovénie	26,9	:	8,6	:	10,7	:	7,0	:	20,0	:	14,5	:	12,2	:
Slovaquie	33,4	:	9,3	:	15,8	:	6,2	:	11,2	:	13,8	:	10,3	:
République tchèque	:	26,6	:	7,0	:	17,5	:	7,7	:	13,8	:	16,1	:	11,3
Estonie (*)	:	38,0	:	7,0	:	18,0	:	5,0	:	10,0	:	10,0	:	9,0
Lettonie	:	41,5	:	6,7	:	17,7	:	5,0	:	11,9	:	8,0	:	9,2
Lituanie	:	49,9	:	7,7	:	12,9	:	4,7	:	9,9	:	7,7	:	7,2
Hongrie	:	30,1	:	6,7	:	20,0	:	5,3	:	16,5	:	9,5	:	11,9
Pologne	:	35,6	:	6,3	:	19,1	:	6,5	:	12,5	:	8,4	:	11,1
Bulgarie	:	53,0	:	6,1	:	13,8	:	3,9	:	9,1	:	6,8	:	7,4
Roumanie	:	58,0	:	6,9	:	13,0	:	3,6	:	8,4	:	3,9	:	6,2

(A) y compris loyer imputé pour les services de logement

(B) à l'exclusion des loyers imputés pour les services de logement

(*) Les 3% correspondant aux dépenses non-monnaïres de consommation finale pour les postes non-alimentaires ne peuvent être ventilés par divisions de la COICOP
: Données non disponibles

Tableau 1: structure des dépenses de consommation des ménages en 1999 (%)

Pour commencer cette section, un bref exposé méthodologique est nécessaire car les données fournies par les NEM ne sont pas totalement comparables. Certains pays recensent les loyers imputés des logements occupés par leurs propriétaires et des logements gratuits tandis que d'autres ne le font pas⁷. Les deux séries de données (avec et sans loyer imputé) sont disponibles pour les pays de l'UE-15, mais seuls quatre NEM ont transmis leurs données, notamment celles sur cette imputation. C'est pourquoi les colonnes du tableau précédent ont été doublées afin de permettre une comparaison de la structure des dépenses de consommation finale des ménages qui incluent ou excluent les loyers imputés. Dans la suite, les chiffres comprenant le loyer imputé pour les services de logement seront caractérisés par la lettre A et ceux qui excluent ce concept, par la lettre B.

On peut rapidement et facilement constater qu'il existe des différences notables dans la structure des dépenses de consommation finale des ménages entre

les pays. Le poste «produits alimentaires, boisson et tabac» représentait la part la plus importante du budget des ménages dans la plupart des NEM (près d'un tiers) en 1999, mais dans l'UE-15, il s'agissait du poste «logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (27,8%^A du budget des ménages).

D'après la théorie micro-économique, on sait très bien que l'élasticité de chaque composante des dépenses de consommation varie proportionnellement au revenu du ménage. En général, les dépenses destinées à satisfaire les besoins de base sont moins élastiques que celles faites au titre d'autres composantes de la consommation. La figure 7 présente un indicateur statistique du revenu des ménages par pays qui permet une première interprétation des différences constatées dans les structures des dépenses de consommation des ménages:

⁷ Voir page 6 et notes méthodologiques.

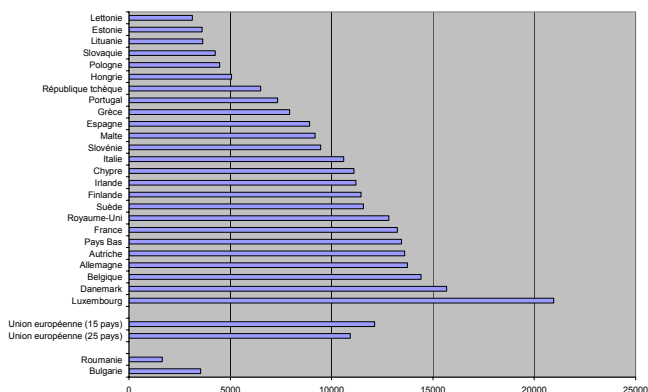


Figure 7: revenu médian des ménages en 1999 dans l'UE-25 (SPA) (sauf Chypre (1997), Malte (2000), République tchèque (1996), Hongrie (2000) et Slovaquie (1996)). Source: Eurostat – Revenus et conditions de vie

Les diagrammes circulaires suivants présentent la structure des dépenses de consommation finale des ménages dans l'UE-15 et les NEM.

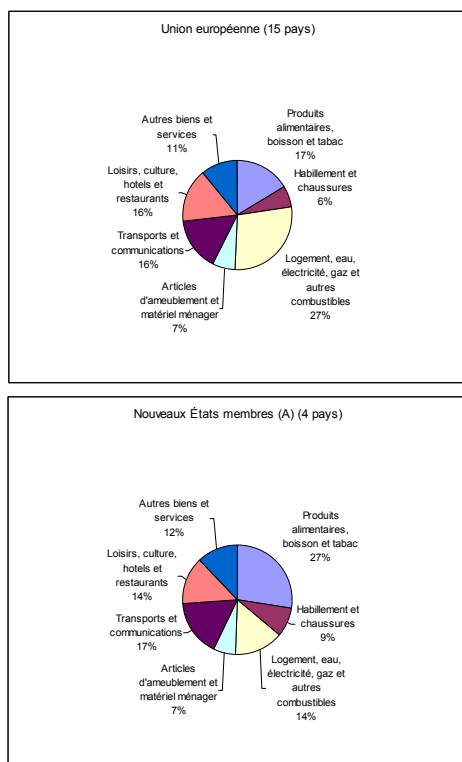


Figure 8: total des dépenses de consommation dans l'UE-15 et à Chypre, à Malte, en Slovaquie et en République tchèque en 1999 par poste (y compris le concept de loyer imputé pour les services de logement)

Par rapport aux résultats de 1994 pour les pays de l'UE-15, l'importance des postes "logement" et "transports et communications" dans le budget a augmenté dans la plupart des pays (la part moyenne est passée de 24,7%^A à 27,8%^A) tandis que la part du budget consacrée aux "produits alimentaires, boisson et tabac" a baissé (la part moyenne est passée de 18,9%^A à 16,5%^A).

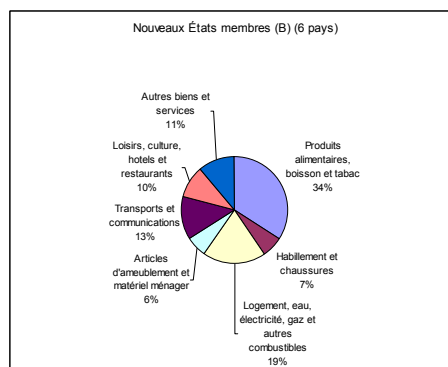
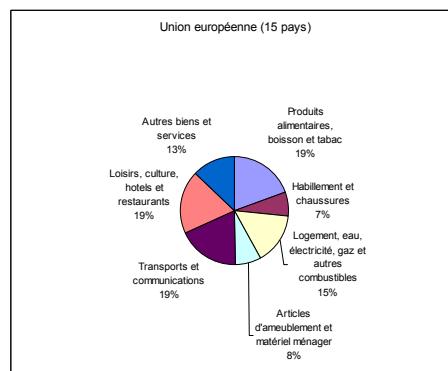


Figure 9: total des dépenses de consommation dans l'UE-15 et en République tchèque, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie et en Pologne en 1999 par poste (à l'exclusion du concept de loyer imputé pour les services de logement)

Les «produits alimentaires, boisson et tabac» (COICOP 01 et 02) représentent une part beaucoup plus grande du budget des ménages dans les NEM que dans l'UE-15

En 1999, les dépenses de consommation au titre des "produits alimentaires, boisson et tabac" étaient beaucoup plus faibles que celles concernant le poste "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" dans la plupart des pays de l'UE-15 (16,5%^A contre 27,8%^A). La part la plus élevée de ces deux divisions de la COICOP est observée dans les pays à la périphérie de l'UE-15 (Irlande, Suède, Espagne, Italie et Grèce) tandis que les valeurs les plus faibles sont relevées en Europe centrale (Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne) ainsi qu'au Royaume-Uni.

La part de ces divisions de la COICOP dans le budget des ménages des NEM reste toujours relativement élevée (27%^A en moyenne pour les quatre pays recensant le loyer imputé et 34%^B pour les six autres pays). Les trois républiques baltes et la Slovaquie affichaient les pourcentages les plus élevés en 1999 et les plus faibles concernaient Chypre, Malte et la Slovaquie.

Les pays du sud dépendent davantage pour «l'habillement et les chaussures» (COICOP 03)

La part de "l'habillement et des chaussures" dans le budget des ménages va de 4,6%^A en Finlande à 9,3%^A

en Slovaquie. Dans de nombreux pays, la part de ces dépenses n'est pas très éloignée de la moyenne de l'UE-15 (6,1%^A ou 7,2%^B).

D'une manière générale, les ménages des pays du sud consacrent une part plus importante de leur budget à cette division de la COICOP que les pays d'Europe centrale et du nord.

«Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (COICOP 04): grandes différences mais pas d'explication évidente

Dans la plupart des pays de l'UE-15 et à Chypre, les dépenses pour le poste «logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» représentent la plus grande partie du budget des ménages. Toutefois, le traitement différent du loyer imputé⁸ dans les NEM rend les comparaisons assez difficiles.

Les marchés locatifs sont importants dans de nombreux pays de l'UE-15. Cela a permis à la plupart des pays de l'UE-15 de mettre au point des modèles satisfaisants d'imputation pour les «locataires ne payant pas de loyer et les propriétaires occupant leur logement». Toutefois, dans de nombreux pays de l'Europe de l'est, la plupart des logements sont la propriété des occupants. En conséquence, six NEM ont décidé de supprimer cette imputation en 1999 et les quatre autres ont appliqué des méthodes non harmonisées⁹.

En 1999, la part de cette division de la COICOP dans le budget allait de 20%^A au Portugal à 31%^A au Danemark dans l'UE-15. Ces dépenses sont fonction de facteurs tels que les préférences de la population, le type de logement disponible dans chaque pays, le degré d'urbanisation, la structure des marchés locatifs, la mobilité de la population, les lois et impôts locaux etc. qui varient largement dans toute la zone de l'UE-15. Cela explique qu'il ne soit pas possible de trouver de répartition précise d'influence géographique.

Pas de répartition géographique concernant les dépenses de consommation pour le poste «ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison» (COICOP 05)

Cette part des dépenses de consommation des ménages est modérée et va de 4,5%^A en Finlande à 10,6%^A à Malte. Il n'est pas possible de trouver des exemples précis de répartition géographique. Par conséquent, les raisons pouvant expliquer les différences entre les pays de l'UE sont d'une autre

⁸ Voir notes méthodologiques.

⁹ La décision 95/309/CE, Euratom de la Commission du 18 juillet 1995 précise les principes d'évaluation des services de logement en vue de l'établissement du produit national brut. Eurostat a recommandé d'appliquer les mêmes principes pour déterminer les loyers imputés dans le cadre de l'enquête sur le budget des ménages.

nature: structure du marché, préférences de la population...

Les dépenses au titre des «transports et communications» (COICOP 07 et 08) dépendent de facteurs géographiques

Le poste «transports et communications» représente une autre part importante du budget des ménages. En moyenne, elle représentait 16,8%^A et 18,6%^B pour l'UE-15 et 16,7%^A et 13,2%^B pour les NEM en 1999. Les postes les plus importants de ce type de dépenses, qui représentent plus des trois quarts du total, sont liés à l'achat et à l'entretien de véhicules privés.

Contrairement aux autres divisions de la COICOP, il semble que certains facteurs géographiques, telle l'insularité, aient une influence sur cette partie du budget des ménages. Mais il existe également d'autres facteurs non négligeables, comme par exemple : la densité de population, le développement d'infrastructures, les caractéristiques du marché, les habitudes en matière de vacances etc.

C'est dans les pays scandinaves et au Luxembourg que les ménages consacrent la plus grande partie de leur budget aux transports et aux communications et c'est dans les républiques baltes et en Slovaquie que les ménages dépensent le moins pour ce poste.

Les dépenses pour les «loisirs et la culture» (COICOP 09 et 11) dépendent particulièrement du revenu des ménages

Cette partie des dépenses de consommation des ménages dépend non seulement de facteurs culturels mais également du revenu des ménages. Ces raisons expliquent les importantes différences constatées en 1999 dans l'UE-25: les moyennes de l'UE-15 atteignent 16,0%^A et 18,9%^B tandis que dans les NEM, elles sont de 14,0%^A et de 9,9%^B.

Les pays dans lesquels les ménages consacrent la plus grande partie de leur budget aux loisirs et à la culture sont le Royaume-Uni, le Portugal et l'Autriche et c'est dans les trois républiques baltes, en Pologne et en Hongrie que les ménages dépensent le moins pour ce poste.

Les dépenses pour les «autres biens et services» (COICOP 06, 10 et 12) sont les moins comparables

Cette partie des dépenses de consommation finale des ménages regroupe les divisions 06 (Santé), 10 (Enseignement) et 12 (Autres biens et services) de la COICOP. Ces divisions sont les moins comparables de toutes en raison des importantes différences d'organisation des systèmes nationaux, des pratiques commerciales et même de législations entre les pays.

► INFORMATIONS ESSENTIELLES – NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Ce numéro de Statistiques en Bref se fonde sur des données des enquêtes sur le budget des ménages (EBM) organisées dans tous les États membres de l'Union européenne élargie ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie. Depuis 1988, Eurostat collecte, tous les cinq ans environ, des données EBM dans les pays de l'Union européenne. La dernière collecte a eu 1999 comme année de référence et la prochaine est prévue en 2005. Les résultats présentés ici proviennent de la base de microdonnées d'Eurostat pour les pays de l'UE-15 et d'une collecte simplifiée de données agrégées effectuée dans les autres pays. Ces données se réfèrent à l'année 1999. Afin d'améliorer leur comparabilité, Eurostat a harmonisé les données de l'UE-15 en convertissant les données nationales dans un format communautaire prédéterminé. Quant aux données des nouveaux États membres (NEM), de la Bulgarie et de la Roumanie, elles ont été utilisées sans être harmonisées. Cela explique que les données des pays de l'UE-15 soient plus comparables. En ce qui concerne l'évaluation des problèmes de comparabilité, voir les documents méthodologiques publiés par Eurostat pour l'EBM de 1999.

Les chiffres des dépenses de consommation des ménages de l'UE-25, de l'UE-15 et des NEM ont été calculés en prenant la taille de la population des ménages de chaque pays comme pondération. Les chiffres relatifs à la structure des dépenses de consommation dans l'UE-25, l'UE-15 et dans les NEM ont été calculés en utilisant, comme pondération, les données des comptes nationaux sur les dépenses de consommation finale de l'ensemble des ménages dans chaque pays.

Années d'enquête et tailles de l'échantillon

	Année de collecte	Taille de l'échantillon		Année de collecte	Taille de l'échantillon
Belgique	1999	3745	République tchèque	1999	6256
Danemark	1998	2727	Estonie	1999	2645
Allemagne	1998	62150	Hongrie	1999	8250
Grèce	1998 - 1999	6258	Chypre	1996 - 1997	3650
Espagne	1998	9891	Lettonie	1999	10191
France	2000 - 2001	25000	Lituanie	1999	3929
Irlande	1999 - 2000	7644	Malte	2000 - 2001	6798
Italie	1999	20930	Pologne	1999	31428
Luxembourg	1998	2990	Slovénie	1999	3859
Pays-Bas	1999	1851	Slovaquie	1999	1640
Autriche	1999 - 2000	7098	NEM		78646
Portugal	2000 - 2001	9643			
Finlande	1998	4359		Année de collecte	Taille de l'échantillon
Suède	1999 - 2000	3031	Bulgarie	1999	3000
Royaume-Uni	1999 - 2000	7100	Roumanie	1999	36072
UE-15		174417			

Les années de l'enquête ne coïncident pas toujours avec l'année de référence, 1999, fixée par Eurostat (voir tableau ci-dessous). Lorsque c'est le cas, les données sont corrigées en tenant compte de l'indice général des prix à la consommation du pays concerné.

La taille des échantillons varie considérablement en fonction de divers facteurs, notamment les contraintes budgétaires et l'exactitude souhaitée de l'estimation.

Personne de référence, équivalent adulte et standard de pouvoir d'achat

La personne de référence est la personne adulte qui dispose du plus gros revenu total (apporteur du revenu principal).

Afin de tenir compte des économies d'échelle, une échelle d'équivalence est appliquée pour adapter les dépenses de consommation en fonction de la taille et de la composition du ménage. Un coefficient de 1 est attribué au premier adulte, de 0,5 aux autres personnes de plus de treize ans et de 0,3 aux enfants de treize ans ou moins (échelle modifiée de l'OCDE), mais Eurostat ne dispose pas de ces données pour tous les pays de l'UE-25.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) convertissent les unités monétaires nationales en une unité de référence commune appelée "standard de pouvoir d'achat" (SPA) dont chaque unité permet d'acheter la même quantité de biens et de services dans tous les pays durant une année donnée.

Concept de dépenses

Les postes de consommation utilisés ici correspondent à la COICOP – "EBM" (Classification des fonctions de la consommation individuelle des ménages - Enquête sur le budget des ménages).

Outre les dépenses traditionnelles des ménages (achats dans les magasins, paiement de factures etc.), les "dépenses de consommation" dans l'enquête sur le budget des ménages comprennent la production interne des ménages et les avantages en nature reçus. Des loyers fictifs sont également imputés aux propriétaires - occupants de leur logement et aux ménages logés gratuitement. Tous les pays de l'UE-15 ainsi que Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie ont réalisé cette imputation en au détail, par exemple) pour élaborer les agrégats de la consommation finale. 1999 mais les huit autres pays ne l'ont pas fait. Cette définition des dépenses est proche de celle de la comptabilité nationale, mais toute comparaison avec des données relatives à la consommation finale des ménages provenant de la comptabilité nationale doit tenir compte des éléments suivants:

les enquêtes sur le budget des ménages ne couvrent que les "ménages privés" nationaux et excluent les ménages institutionnels (couvents, hôpitaux etc.) ainsi que les dépenses de consommation des touristes étrangers.

Les enquêtes sur le budget des ménages recueillent des données individuelles à partir d'un échantillon représentatif au moyen de questionnaires individuels. La comptabilité nationale peut utiliser d'autres sources statistiques (ventes au détail, par exemple) pour élaborer les agrégats de la consommation finale.

Des procédures de collecte des données peuvent affecter la comparabilité des données en ce qui concerne les principaux postes de la consommation tels que «santé», «éducation» et «logement».

Pour en savoir plus:

➤ **Les bases de données**

[Site web EUROSTAT/Population et conditions sociales/Conditions de vie et bien-être/Budget des ménages](#)

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tel. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 •

E-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

European Statistical Data Support:

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations précises sur ce réseau de centres d'appui:

www.europa.eu.int/comm/eurostat/

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier – L-2985 Luxembourg

URL: <http://publications.eu.int>

E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIEN/BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - EESTI – ELLÁDA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - KYPROS/KIBRIS – LUXEMBOURG - MAGYARORSZÁG – MALTA - NEDERLAND - ÖSTERREICH - POLSKA - PORTUGAL - SLOVENIJA - SLOVENSKO - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - BALGARIJA - HRVATSKA - ÍSLAND – NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - AUSTRALIA - BRASIL - CANADA - EGYPT - MALAYSIA - MÉXICO - SOUTH KOREA - SRI LANKA - T'AI-WAN - UNITED STATES OF AMERICA

TEXTE ORIGINAL: Anglais